



Pour les Palestiniens, le local est le national

Description

Par Diana Greenwald



Photo prise par Joi Ito

Le projet israélien d'occupation militaire et de réorganisation démographique de la Cisjordanie, vieux de près de 56 ans, prend une tournure de plus en plus violente. Les forces israéliennes tuent un nombre croissant de Palestiniens de Cisjordanie : près de 150 en 2022, le nombre le plus élevé en 18 ans, et déjà 96 à la fin du mois d'avril 2023. Pour cibler des militants

précédemment, les soldats israéliens ont tiré des missiles à l'épaule sur des maisons dans des villes densément peuplées. D'autres Palestiniens continuent de faire face à la menace d'une expulsion imminente pour faire place à une zone de tir militaire israélienne en territoire occupé. Comme on pouvait s'y attendre, les attaques armées palestiniennes contre des Israéliens et des cibles israéliennes se sont multipliées, faisant 19 morts depuis le début de l'année. Si une partie de cette violence peut s'expliquer par la logique inhérente au régime militaire et à la colonisation, les menaces existentielles qui pèsent sur la vie des Palestiniens en Cisjordanie se sont aggravées au cours des deux dernières années. Elles sont devenues encore plus évidentes depuis que le gouvernement israélien d'extrême droite a prêté serment à la fin de l'année dernière. Récemment, lorsque des colons israéliens ont pillé la ville palestinienne de Huwwara, incendiant des maisons avec des familles à l'intérieur, ils ont trouvé un soutien parmi les membres de la coalition au sein du gouvernement.

En effet, les membres du cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu, partisans d'une ligne dure et de l'annexion, n'ont jamais caché leur volonté d'utiliser la force militaire pour contraindre les Palestiniens à se soumettre à la souveraineté israélienne ou à quitter le pays. Bezalel Smotrich, un colon sioniste religieux qui est aujourd'hui ministre des finances et que certains appellent le nouveau « gouverneur » de la Cisjordanie, a tristement appelé l'armée israélienne à commettre un nettoyage ethnique violent en « rayant » Huwwara de la carte.

Smotrich et ses alliés envisagent un retour à la domination directe de l'armée israélienne sur les villes palestiniennes, ce qui rendrait inutile le recours à l'appareil de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP). Néanmoins, même une telle approche de la terre brisée devrait tenir compte des Palestiniens qui restent, de ceux qui ne sont ni vaincus ni expulsés et de ceux qui continuent à résister. Presque tous les annexionnistes israéliens admettent que cela nécessiterait de préserver, au minimum, les gouvernements locaux gérés par les Palestiniens dans les villes palestiniennes. Une telle version future de l'état sioniste – surtout si elle est soutenue par un régime d'apartheid de jure – n'aurait ni l'intention ni la capacité de gouverner les Palestiniens s'ils vivent.

Cependant, les municipalités de Cisjordanie – des endroits comme Jéricho, Yaffa, Arraba, Birqin, Tammun, Naplouse, Jammaein, Beita, Huwwara, Silwad, Qalqilya, Al-Bireh, Hébron et Beit Ummer – ont toujours été des laboratoires pour l'action palestinienne et l'expérimentation politique. Plus récemment, les médias ont attiré notre attention sur la « localisation » d'une forme particulière d'action palestinienne : la lutte armée. Pourtant, sous l'autorité directe d'Israël dans les années 1970, nous avons également constaté que les institutions municipales palestiniennes ont incubé la résistance politique. En outre, si la création de l'AP a fragmenté et démobilisé les Palestiniens de Cisjordanie, les politiciens locaux qui s'opposent au régime d'Oslo ont tout de même, dans certaines conditions, trouvé des voies d'accès aux institutions municipales, s'ils se sont appuyés sur la légitimité de leur réputation pour développer une capacité de gouvernance locale. Dans l'ensemble, l'histoire nous enseigne que la réduction des organisations et des institutions palestiniennes au niveau local ne dénationalisera pas la politique palestinienne.

L'effondrement de l'autorité indirecte, phase I : Les institutions coercitives

Les spécialistes des sciences sociales considèrent souvent que les capacités essentielles des États sont l'exercice de la force coercitive, l'imposition et la dépense de biens et de services sont intimement liées. En Cisjordanie occupée, où la souveraineté est activement contestée, Israël a externalisé certaines de ces compétences des intermédiaires palestiniens. La formulation la plus solide de cette stratégie de « règle indirecte » a été la création de l'Autorité palestinienne, une entité qui se consacre de manière disproportionnée au maintien de l'ordre dans les communautés palestiniennes, mais qui englobe également diverses institutions de gouvernance civile. Malgré les spéculations permanentes sur son éventuel effondrement, des centaines de milliers de Palestiniens sont toujours employés par cette organisation tentaculaire. L'AP n'emploie pas seulement des Palestiniens dans sa police surdimensionnée et ses agences de renseignement, mais aussi dans les écoles, les centres de santé, le secteur de l'eau et de l'assainissement, les agences de régulation et les municipalités. Un effondrement soudain et complet est à la fois difficile à imaginer et susceptible d'entraîner une crise humanitaire.

Cependant, alors que les institutions civiles de l'Autorité palestinienne pataugent, nous pouvons être plus précis sur ce qui s'est déjà effondré. La légitimité du régime du président Mahmoud Abbas due aux phénomènes interdépandants de l'autocratie, de la corruption et de la coopération avec Israël en matière de sécurité est pratiquement évaporée. Dans un récent sondage, 82 % des personnes interrogées en Cisjordanie et à Gaza ont attesté de la corruption de l'Autorité palestinienne, et moins de la moitié d'entre elles ont déclaré que le maintien de l'Autorité palestinienne était dans l'intérêt national palestinien. Sans surprise, cette crise de légitimité a définitivement sapé la capacité des forces de l'Autorité palestinienne à continuer à assurer le maintien de l'ordre dans les villes palestiniennes, alors que les soldats et les colons israéliens accomplissent leurs attaques violentes contre les Palestiniens. De nouveaux groupes militants armés localisés et des brigades nouvellement actives sont apparus dans des villes comme Naplouse, Jéricho et Tulkarem, ce qui témoigne de l'abandon effectif de ces communautés par l'appareil de sécurité de l'Autorité palestinienne.

Autant donné que les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, qui reçoivent des dizaines de millions de dollars d'aide américaine chaque année, ne font pratiquement rien pour assurer la sécurité des Palestiniens, le réarmement de certains segments de la société palestinienne ne devrait pas être surprenant. Les deux dernières années ont été marquées par une mobilisation palestinienne sans précédent, de l'Intifada de l'unité aux manifestations de masse organisées en réponse au meurtre de Nizar Banat par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne. En automne 2021, les Palestiniens ont capturé par évaporation de six prisonniers politiques palestiniens de la prison de haute sécurité de Gilboa, en Israël. En Cisjordanie, alors que la chasse à l'homme israélienne se poursuit, le Hamas, le Jihad islamique et les milices affiliées au Fatah se préparent à protéger les évadés dans le camp de Jéricho et à résister aux forces israéliennes. Dans un sondage réalisé quelques jours avant que les derniers fugitifs ne soient arrêtés à nouveau, on a demandé aux Palestiniens s'ils pensaient que l'Autorité palestinienne protégerait les autres évadés s'ils parvenaient à atteindre les territoires occupés. Moins de 22 % des personnes

interrogées en Cisjordanie ont répondu par là?? affirmative. En effet, c'est dans là?? appareil coercitif que réside la crise de légitimité la plus aiguë et la plus existentielle de là?? AP. Les agents de sécurité de là?? Autorité palestinienne sont en train de s'effacer devant les raids militaires israéliens plus fréquents et la prolifération des milices palestiniennes locales. Ces événements et d'autres encore ont précipité deux réunions urgentes entre des responsables américains, israéliens, palestiniens, égyptiens et jordaniens, au cours desquelles, malgré là?? attitude susmentionnée de la majorité des Palestiniens, les dirigeants se sont attachés à ressusciter les institutions coercitives de là?? Autorité palestinienne.

Pour l'instant, les institutions civiles de là?? AP, bien qu'elles soient soumises à d'énormes pressions fiscales, restent intactes. Néanmoins, des personnalités de la droite dure de là?? actuel gouvernement israélien cherchent à réduire là?? AP à néant dans le cadre de là?? imposition par la force de la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Cisjordanie. Dans une interview de 2016 avec Haaretz, Smotrich a affirmé : « Nous n'avons même pas besoin de renverser là?? AP, elle peut tomber d'elle-même. Il suffit de cesser de la maintenir. Sans là?? AP, Israël reprendrait alors le contrôle direct des Palestiniens privés de leurs droits, sans intermédiaire central basé à Ramallah. Selon sa vision, la réimposition de la domination israélienne sans intermédiaire sur les villes palestiniennes de Cisjordanie est par le biais d'une supériorité militaire pure et simple, d'une colonisation massive et d'un nettoyage ethnique » d'nationalisera les Palestiniens et, par conséquent, mettra définitivement un terme à leur lutte pour la survie, l'autodétermination et la liberté.

Là?? effondrement de la "gle indirecte, phase II : Les institutions politiques

Sur les braises vacillantes de là?? AP moribonde, Smotrich et ses alliés pensent que la force militaire israélienne devrait être utilisée pour contraindre les Palestiniens à choisir là?? une des trois voies suivantes : abandonner leur patrie, résister ou devenir de loyaux sujets (pas encore citoyens) de là?? État sioniste. Quant à ceux qui résistent, nous avons vu que Smotrich soutient, dans un langage teinté de crimes de guerre, là?? radicalisation de villes entières comme forme de punition collective. L'atomisation des institutions palestiniennes en organes municipaux constitue un mécanisme supplémentaire essentiel pour obliger les Palestiniens qui restent à faire preuve de loyauté. Même les Palestiniens des territoires nouvellement conquis qui n'entreraient pas en résistance armée ne seraient pas autorisés à voter pour un gouvernement national. Au contraire, il souligne que les Palestiniens auraient la possibilité de voter pour leurs propres conseils municipaux et des institutions qui sont actuellement regroupées au sein de là?? AP et dans le cadre de ce qui serait alors un État sioniste unique. Il affirme que, même sans le droit de voter pour leur gouvernement national, « la part du lion des droits et libertés [démocratiques] sera accordée [à?] aux Arabes de Judée et de Samarie, y compris le droit de voter dans les administrations municipales qui contrôlent leur vie quotidienne ». Ils n'auront tout simplement pas le droit à un vote idéologique pour un parlement souverain » (c'est nous qui soulignons dans les deux citations).

Le plan de Smotrich échouera parce qu'il dépend de là?? application d'une séparation impossible entre la gouvernance des villes palestiniennes et les engagements idéologiques en faveur de la libération nationale. Il convient ici de revenir sur là?? histoire pour montrer pourquoi là?? autonomie locale sous un régime militaire n'empêchera pas la résistance palestinienne. Au

milieu des années 1970, Israël « l'efforçait de maintenir son occupation en cooptant les élites palestiniennes locales. Les élections municipales de 1972 avaient, pour la plupart, placé des conservateurs pro-hachémites aux postes de pouvoir en Cisjordanie. Cependant, un certain nombre de ces conseils urbains ont désigné en signe de protestation contre la répression israélienne. Lors d'une deuxième série d'élections locales en 1976, les membres de la résistance nationale palestinienne – proches des partis de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) – ont remporté la victoire. Les maires nouvellement élus, naviguant prudemment entre les factions en conflit de l'OLP, ont développé leur propre profil local et national en tant que leaders prêts à s'opposer à Israël. Un certain nombre d'entre eux ont participé au Comité national d'orientation en 1978 qui, selon le journaliste Rafik Halabi, a rassemblé des milliers de personnes à Naplouse, Birzeit et Bethléem, derrière son rejet du processus de Camp David et ses demandes de fin de l'occupation et de droit au retour.

Ces dirigeants élus par le peuple sont rapidement devenus une épine dans le pied d'Israël. Une tentative d'expulsion du maire de Naplouse de l'époque, Bassam Shaka'a, a échoué ; il est revenu de prison avec un accueil de héros dans sa ville historique, et les événements ont rendu plus audacieux que jamais. Mais surtout, Israël a constaté que la réimposition d'un contrôle autocratique sur les municipalités n'a pas fonctionné non plus ou, si elle a fonctionné, ses effets ont été de courte durée. Après que trois des maires de 1976, dont Shaka'a, ont été la cible d'attentats – la voiture piégée perçutrice par le Jewish Underground, Israël les a vaincus sans cérémonie. Fahd Kawasmeh, d'Héron, et Mohammed Milhem, de Halhul, ont été exilés de force. Les responsables militaires israéliens sont devenus des maires de facto. Pendant ce temps, dans les zones rurales, Israël a tenté de cultiver et d'armer des collaborateurs ruraux par l'intermédiaire des « ligues de village », mais l'expérience a été de courte durée. La tentative d'Israël de reprendre le contrôle autocratique des municipalités au milieu des années 1980 n'a pas rendu service à l'occupation. Avec des dirigeants locaux élus par le peuple ou nommés par l'occupant, les Palestiniens ont rejeté la dénationalisation et sont allés grossir les rangs des manifestants lors de l'Intifada qui en est suivie. La résistance palestinienne est descendue dans la rue.

La leçon selon laquelle la politique locale ne peut être dissociée des aspirations nationales a également été répétée dans les dernières années de la seconde Intifada. Cette fois, sous l'égide de l'Autorité palestinienne créée par Oslo, des élections pour les conseils locaux ont été organisées en quatre tours entre décembre 2004 et décembre 2005. Les opposants et les détracteurs du Fatah – y compris le Hamas, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et les candidats indépendants ou issus de petits partis – ont obtenu de bons résultats. (Par exemple, des maires affiliés au Hamas ont pris le pouvoir à Jéricho et à Al-Bireh ; un candidat du FPLP a été choisi à Bethléem ; et un candidat indépendant, en coalition avec le Hamas, est devenu maire de Naplouse). Ces hommes politiques, tant dans les grandes villes que dans les petites localités de Cisjordanie, ont été primés à la fois par Israël et par l'Autorité palestinienne. Lors d'entretiens avec ces anciens maires et membres du conseil municipal, j'ai appris que certains d'entre eux avaient arrêté de manière coordonnée par Israël et l'Autorité palestinienne afin que leur mandat prenne fin et qu'ils puissent être remplacés par une personne nommée, avec au moins un soupçon de légalité. D'autres ont été menacés de perdre leur emploi dans la fonction publique de l'Autorité palestinienne. Au cours des années qui ont suivi, les municipalités ont été intégrées dans le régime à parti unique du Fatah. En 2012, lorsque des élections locales non compétitives ont été

organisations, les factions de la résistance avaient perdu la plupart, mais pas la totalité, de leur représentation dans les organes du gouvernement local. Néanmoins, les élections provinciales ont permis aux groupes de résistance et aux politiciens anti-Oslo de jouer un rôle important, public et autoritaire. Certains des membres du personnel engagés par ces conseils travaillent encore aujourd'hui dans les municipalités. Certains des politiciens eux-mêmes ont aussi, en naviguant soigneusement dans leurs propres affiliations partisans, continué à siéger dans les conseils locaux après 2012. Certains se sont même portés candidats à la législature nationale, avant que le président Abbas n'annule les élections prévues pour 2021. D'autres sont restés politiquement actifs sur les médias sociaux, dans les ONG et dans leurs mosquées. Comme me l'a dit un ancien maire affilié au Hamas en 2019 : « Ce sont des expériences vécues dont nous discutons ; ce n'est pas encore de l'histoire. »

Conclusion

La leçon est tant des années 1970-1980 que du début des années 2000 est qu'Israël ne peut pas dénationaliser les Palestiniens en atomisant leurs institutions. Lorsqu'il y a des ouvertures électorales comme en 1976 et en 2004-2005 les nationalistes palestiniens ont montré qu'ils savaient en tirer parti. En revanche, lorsque le régime militaire impose sa volonté de manière autocratique comme il l'a fait entre le début et le milieu des années 1980, et comme il l'a fait depuis au moins 2012 les Palestiniens reviendront à la résistance urbaine. Smotrich peut se vanter de sa réputation de militant de feu, mais, en fait, ses idées ne sont qu'un recyclage fatigué de stratégies qui ont été essayées et ont échoué. La résistance palestinienne à la domination militaire ne nécessite pas de structure institutionnelle nationale. Tout comme l'eau cherche son propre niveau, la volonté de résister à la domination militaire et à la suprématie ethnographique s'écoulera par tous les canaux qui lui sont offerts. Cela inclut le recours aux institutions civiles lorsqu'elles sont disponibles, mais aussi, comme nous l'avons vu trop clairement au cours des derniers mois, le recours à la violence armée. Même si Israël peut imposer, et impose, une autocratie totalitaire, les Palestiniens continueront comme ils l'ont fait les prisonniers qui se sont échappés de Gilboa avec des assiettes et des poignées de casseroles à creuser leurs propres tunnels jusqu'à la lumière du jour.

Trad. A.S pour l'Agence Média Palestine

Source : [Jadaliyya](#)

date créée
2023/05/22